



**18<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et 8<sup>ème</sup> session de la réunion des Parties au Protocole de Kyoto**

**Segment ministériel**

**Intervention de Monsieur Marco SCHANK, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Il y a douze mois, nous sommes repartis quelque peu soulagés de l'Afrique du Sud : La création de la plate-forme de Durban, ainsi que l'accord sur un processus et un calendrier en vue d'élaborer un nouveau protocole applicable à toutes les Parties nous ont rassurés et encouragés pour la suite. Il en est de même pour la décision relative à une deuxième période d'engagement sous Kyoto.

Douze mois plus tard, alors qu'il reste à peine 3 jours avant de clôturer nos travaux ici à Doha, le monde s'inquiète, et à juste titre : les résultats de nos discussions et négociations tout au long de l'année 2012 ne sont pas à la hauteur des enjeux. Nous discutons certes beaucoup, et cela est nécessaire pour échanger nos expériences, pour comprendre les situations et difficultés particulières auxquelles sont confrontés les uns et les autres.

Mais à défaut de décisions concrètes, nous serons inévitablement dépassés par les événements : La population mondiale continue de croître ; de nombreuses régions, et en particulier les régions les plus peuplées, continueront de connaître une forte croissance économique. Si nous ne réussissons pas rapidement à découpler l'évolution des émissions de gaz à effet de serre de la croissance économique, notre volonté commune de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2 degrés Celsius et d'éviter ainsi les conséquences les plus néfastes du changement climatique ne pourra plus se réaliser.

C'est pourquoi il nous faudra témoigner, durant les trois jours restants à Doha, de plus de volonté politique pour œuvrer vers cet accord global ambitieux qui devra être finalisé d'ici trois ans. L'Union européenne, et bien entendu également le Grand-Duché de Luxembourg, sont prêts à y apporter leur part :

Nous avons à maintes reprises montré notre disposition à adopter un amendement au protocole de Kyoto relatif à une deuxième période d'engagement. Mais, sachant que cela est loin d'être suffisant, nous nous attendons aussi à ce que les décisions de Durban soient mises en œuvre de manière équilibrée. Cela signifie, côté processus, clôturer les travaux du AWG-LCA et lancer ainsi un signal clair que les négociations vers un accord global ambitieux se produiront désormais, de manière plus efficiente, dans une seule enceinte. Côté contenu, nous devons nous mettre d'accord sur les étapes clé du programme de travail qui nous conduira à cet accord. Ceci sans oublier la nécessité de poursuivre la mise en œuvre et l'opérationnalisation des différents instruments comme par exemple le Fonds vert pour le climat.

Monsieur le Président,

J'aimerais encore souligner que ce nouvel accord ne devra pas uniquement mener à des réductions conséquentes des émissions au niveau mondial ; il devra aussi contribuer à mobiliser les moyens financiers dont les pays les plus pauvres et les plus exposés ont besoin. Le Luxembourg a tenu ses engagements en termes de financement « fast-start » et continuera d'apporter son soutien en mettant à disposition des pays en développement, via son fonds climat et énergie, 3 millions € en 2013. Ceci bien entendu en sus de notre aide publique au développement, qui atteint actuellement près de 1% de notre revenu national brut, et qui s'adresse en grande partie aux pays les plus démunis.

Je vous remercie

[vaut le discours prononcé]